

Après deux ans de guerre et face à un gouvernement libanais disposé à négocier le désarmement du Hezbollah, Israël reste décidé à mettre à mal la fragile stabilité du Liban en échange d'une victoire à la Pyrrhus.

Helena Pelicano, journaliste et correspondante de *La Vanguardia* au Moyen-Orient.

LA GUERRE SANS ISSUE DU LIBAN

Il est beaucoup plus facile d'entrer au Liban que d'en sortir. En réponse à l'assassinat du guide suprême iranien Ali Khamenei, le Hezbollah tira le 2 mars six roquettes contre le nord d'Israël. Ces six projectiles l'ont plongé dans la guerre la plus importante jamais menée contre le pays voisin depuis l'occupation israélienne des dernières décennies.

On ne peut pas comprendre la réaction israélienne comme une simple riposte à cette attaque. Depuis les attentats du 7 octobre 2023, la frontière entre Israël et le Liban s'était muée en un front certes peu intense, mais pratiquement toujours actif. Pendant plus d'un an, le Hezbollah et Israël ont échangé des tirs, des raids sélectifs et des bombardements limités au nom d'une règle tacite visant à éviter une guerre ouverte. La mort d'Ali Khamenei a bousculé cet équilibre. Pour le gouvernement israélien, les roquettes tirées depuis le Liban étaient l'occasion d'aborder les principales menaces liées à l'axe iranien et, simultanément, de modifier durablement l'équilibre militaire sur sa frontière nord.

Israël avait déjà tenté quelque chose de similaire par le passé. L'invasion de 1982, qui ne visait au départ qu'à expulser l'Organisation de Libération de la Palestine du sud du Liban, s'était transformée en occupation d'une durée de 18 ans. La guerre de 2006, elle aussi à visées limitées, a fini par renforcer la légitimité du Hezbollah aux yeux d'une partie de la population chiite. Dans les deux cas, la supériorité militaire d'Israël n'est pas parvenue à déboucher sur une solution politique stable.

Trois mois et demi après ces tirs de roquettes, et malgré trois cessez-le-feu successifs depuis le 17 avril

– non respectés par les parties – les Forces de défense israéliennes (FDI) contrôlent une « zone de défense avancée » qui, d'après les ordres d'évacuation en vigueur, recouvre 14 % du territoire libanais. Cinq divisions opèrent au sud du Litani et les troupes ont déjà traversé ce fleuve.

Israël a reproduit dans le sud libanais un patron qu'il connaît par cœur à Gaza. Il s'agit d'annoncer une opération « sélective », qui se traduit par une occupation sans date de péremption. Le gouvernement de Benjamin Nétanyahou s'est enkysté dans un pays épuisé et plus l'opération se prolonge, moins elle se rapproche de la victoire éclair promise.

LE SUD EN RUINES

Depuis le début de l'offensive, les attaques israéliennes ont fait plus de 4 000 morts et plus de 10 600 blessés, d'après les calculs du ministère libanais de la Santé publique. Plus d'un million de personnes ont été déplacées de force, soit presque un cinquième de la population du pays, au cours de ce qui est devenu le plus important exode interne de l'histoire du pays des cèdres.

De nombreux Libanais ont dû effectuer plus d'un voyage aller-retour dans leurs foyers. À plusieurs reprises, il a suffi d'un seul message posté sur le réseau social X d'Avichay Adraee (porte-parole en langue arabe des FDI chargé d'envoyer les ordres d'évacuation avant les attaques) pour provoquer l'obstruction de toutes les routes du pays. Dès le début de la guerre, la promenade maritime de Beyrouth s'est emplie d'habitants du sud



et de la banlieue, qui campent de façon précaire dans le secteur chrétien – estimé être le plus sûr de la capitale.

Lors des précédents conflits avec Israël, l'idée que les attaques étaient toujours dirigées contre des quartiers et des villages chiites – épargnant les régions à majorité sunnite ou maronite – était dans tous les esprits. Or cette dernière guerre a été plus agressive. Ainsi, le 8 avril dernier, une centaine d'attaques simultanées lancées sur tout le territoire ont tué 300 personnes en moins de dix minutes. Une dizaine de tirs de missile ont touché, au centre de l'effervescente capitale, des rues et des bâtiments sans lien aucun avec le groupe armé.

Le moral des Libanais, habitués aux crises économiques, aux catastrophes et aux guerres, s'est effondré ce jour-là. Un sentiment nouveau s'est emparé des Beyrouthins, qui ont admis qu'il ne restait plus aucun endroit totalement sûr dans le pays.

La guerre a donc bouleversé des équilibres sociaux qui paraissaient plutôt stables depuis des décennies. Traditionnellement, une grande partie de la population chrétienne et sunnite a considéré les affrontements entre Israël et le Hezbollah comme un conflit centré sur des secteurs à prédominance chiite. Cette fois-ci, l'étendue géographique des bombardements a contribué à une perception différente. Bien que les régions du sud continuent à encaisser la plus grosse partie des destructions, l'impression de vulnérabilité s'est propagée à des secteurs de la société qui se sont historiquement estimés plus ou moins éloignés de la confrontation.

Camp accueillant des déplacés qui ont fui leurs maisons et leurs villages de la banlieue sud de Beyrouth et du sud du Liban. Beyrouth, mai 2026./MARWAN NAAMANI/PICTURE ALLIANCE VIA GETTY

Lors des précédents conflits avec Israël, l'idée que les attaques étaient dirigées contre des quartiers et des villages chiites – épargnant les régions à majorité sunnite ou maronite – était dans tous les esprits. Or cette dernière guerre a été plus agressive

Par-delà les dommages matériels, la destruction menace d'accélérer des tendances démographiques qui existaient déjà avant la guerre. L'émigration massive de jeunes Libanais pendant la crise économique qui a débuté en 2019 avait en partie vidé de nombreuses localités du sud du pays. La nouvelle vague de déplacements risque de pérenniser des abandons au départ jugés temporaires. Plusieurs maires et organisations locales craignent qu'une partie de la population ne revienne pas, même si les combats cessent.

Dans le sud, la guerre a laissé un paysage dévasté de villages en ruines. Plus de 55 localités frontalières demeurent sous le contrôle des troupes israéliennes. Dans certains cas, la conjugaison de raids aériens, d'artillerie et de dynamite a mis à bas toutes les maisons.

L'importance de cette région dépasse de loin sa proximité avec la frontière. Le sud du Liban constitue le principal bastion social, politique et symbolique du

À la différence d'autres groupes armés de la région, le Hezbollah a construit une structure politique, économique et sociale profondément ancrée dans de larges zones de la communauté chiite libanaise

Hezbollah. C'est là, lors de l'occupation israélienne de 1982-2000, que le mouvement a acquis en grande partie sa légitimité et où il a par la suite établi un vaste réseau de services sociaux, sanitaires et éducatifs. La destruction d'un village se double donc de bien plus qu'une perte matérielle. Elle concerne directement la base sociale sur laquelle s'appuie l'organisation.

Par ailleurs, la géographie joue en faveur des défenseurs. Les collines qui dominent la vallée du Litani, les zones boisées voisines de la frontière et le maillage complexe de routes secondaires font historiquement de la région un environnement extrêmement ardu pour toute force d'occupation. L'expérience israélienne des années 1980 et 1990, à l'instar de la guerre de 2006, a prouvé que le sud libanais est un territoire très difficile à contrôler pour les troupes israéliennes.

Par ailleurs, cela fait des mois que la Défense civile libanaise dégage des corps ensevelis dans des décombres à Tyr, à Nabatieh et à Bint-Jbeil. De son côté, l'Agence nationale d'information (ANI) et la NNA documentent les attaques contre des hôpitaux, théoriquement protégés : l'hôpital Rafic Hariri à Beyrouth, l'italo-libanais à Tyr, le Jabal Amel à Nabatieh. Médecins sans frontières a compté 88 membres du personnel sanitaire tués et plus de 200 blessés.

La destruction des infrastructures a été systématique. Israël a dynamité cinq ponts qui enjambaient le Litani, entre autres celui de Qasmiyeh, afin d'isoler le sud du reste du pays. Des localités entières sont devenues ce que certains observateurs appellent des « villages fantômes ». Amnesty internationale a montré que la zone d'exclusion, qui en 2024 équivalait à 4,6 % du territoire libanais, est passée en avril à 6 % sous l'étiquette de « défense avancée », sous la forme d'une bande de huit à 12 kilomètres qui englobe quelque 55 villages. Les ordres de non-retour n'ont jamais été révoqués, même là où il n'y a plus de combats. Human Rights Watch a attesté de l'usage de phosphate blanc sur des zones résidentielles. Et une enquête du *New York Times* a révélé que l'armée israélienne a indiqué à des communautés chrétiennes et druses du sud qu'elles pouvaient rester, à une condition : ne pas accueillir de voisins chiites.

LE CONTRÔLE ISRAËLIEN DU SUD DU LIBAN

L'objectif déclaré par le ministre israélien de la Défense, Israel Katz, n'a pas varié. Il s'agit d'établir une zone de sécurité en direction du fleuve Litani et de démanteler ce qu'il reste de l'infrastructure du Hezbollah au sud de cette

ligne. À cette fin, Israël a déployé cinq divisions terrestres, outre des unités navales sur ce que son armée surnomme « la ligne jaune », une réplique de celle qui divise Gaza en deux.

Bint-Jbeil est devenue le principal théâtre des combats terrestres. Israël a identifié cette ville comme étant le centre des opérations du Hezbollah et les FDI affirment l'avoir cernée et sécurisée. Sur la crête de Beaufort, le château construit par les croisés qui a symbolisé pendant des années la résistance libanaise, la Brigade Golani a de nouveau planté le drapeau israélien le 31 mai, soit 44 ans après la bataille de 1982. Plus au sud, à Tyr et à Nabatieh, les bombardements se poursuivent malgré la trêve, tout comme à la Dahhieh, fief chiite du sud de Beyrouth, plusieurs fois attaquée depuis la signature du cessez-le-feu du 17 avril. M. Katz l'a ainsi résumé : la ligne de Litani est celle que les FDI vont « contrôler » tout autant pour empêcher l'infiltration de combattants que le retour des habitants déplacés, tant que la sécurité du Nord d'Israël ne sera pas garantie.

Sous l'égide de Naïm Qassem, successeur de Hassan Nasrallah et dont le lien déclaré avec Téhéran persiste malgré la mort de Khamenei, le Hezbollah a fait preuve d'une faculté d'adaptation qui a déconcerté le renseignement israélien. Sa doctrine ne dépend plus des missiles antichar guidés qui ont façonné la guerre de 2006 et de 2024. Elle associe désormais un réseau de tunnels inspiré du modèle nord-coréen à des drones FPV guidés par fibre optique, technologie importée de la guerre d'Ukraine insensible au brouillage électronique car elle n'émet pas de signal traçable.

Le résultat s'est fait sentir sur le front. Le système de défense active Trophy, conçu par la société d'armement Rafael pour intercepter des missiles et des roquettes, s'est vu saturé d'essaims de drones bon marché – à peine 500 dollars chacun – capables de neutraliser un char Merkava coûtant plusieurs millions. Le *New York Times* a reconnu que cette technologie avait « embourbé » la stratégie israélienne initiale, qui consistait à faire reculer le Hezbollah au moyen d'une pression militaire directe. La mission de paix des Nations unies au sud du Liban (FINUL) a observé plus de 210 projectiles tirés du Liban depuis mars, et la route d'armement qui relie le Hezbollah à la Syrie est toujours active malgré le changement de régime. Qassem l'a affirmé sans ambages : le groupe ne va pas négocier son désarmement tant qu'Israël ne se sera pas retiré, qualifiant toute conversation en ce sens de « reddition ».

À la différence des autres groupes armés de la région, l'organisation a construit au fil des décennies une structure politique, économique et sociale profondément ancrée dans de larges zones de la communauté chiite libanaise. Des hôpitaux, des écoles, des associations de bienfaisance et des mécanismes informels d'assistance ont permis au mouvement de garder une influence qui déborde le cadre du champ de bataille. Cette dimension explique pourquoi nombre d'analystes jugent peu réaliste toute tentative de résoudre la question du Hezbollah par la seule voie militaire. Bien que l'organisation ait subi des pertes importantes parmi ses dirigeants, ses combattants et ses infrastructures, elle conserve une base sociale capable d'assurer sa pérennité politique.

Le gouvernement libanais, dirigé par le président chrétien Joseph Aoun et par le premier ministre sunnite Nawaf Salam, a misé sur un moyen inimaginable il y a à peine un an, celui de négocier directement avec Israël. Aoun, qui a commandé les Forces armées libanaises avant de prendre la présidence du pays, a dit préférer « la négociation à la guerre » et s'est engagé à « négocier et à persuader » le Hezbollah de consentir au désarmement. Son instrument, le Plan Bouclier de la Patrie, a été conçu par le commandant de l'armée, Rodolphe Haykal, selon cinq phases successives dépourvues de délais rigides : consolider le contrôle au sud du Litani, l'étendre jusqu'au fleuve Awali, rétablir l'autorité institutionnelle à Beyrouth, la projeter sur la Békaa et, à l'horizon final, établir le monopole étatique des armes.

Cela fait des décennies que la question du désarmement du Hezbollah pèse sur la politique libanaise. Les accords de Taëf de 1989 qui ont mis fin à la guerre civile avaient établi le désarmement des milices. Néanmoins, le Hezbollah était resté en marge, au prétexte qu'il avait une fonction de « résistance » face à l'occupation du sud du pays par Israël. Depuis, l'organisation a conservé son propre arsenal, une structure hiérarchique indépendante et une capacité militaire supérieure à celle de bien des forces armées nationales de la région.

Cette anomalie a conditionné l'architecture institutionnelle libanaise. Aucun président, premier ministre ou commandant militaire n'est parvenu à imposer le monopole étatique de la force. Il en est résulté un système hybride où cohabitent un État officiellement souverain et une organisation armée ayant la capacité de prendre des décisions de guerre et de paix en marge des institutions. L'actuelle offensive israélienne a ravivé le débat avec une intensité qu'il n'avait pas depuis 2006. Toutefois, même ceux qui défendent une intégration graduelle du Hezbollah aux structures de l'État reconnaissent qu'un désarmement rapide pourrait entraîner de graves tensions internes et raviver de vieilles fractures sectaires.

Le plan se heurte à une réalité inconfortable : les salaires payés par l'armée libanaise atteignent à peine 100 dollars par semaine, chiffre qui limite toute capacité opérationnelle réelle. En outre un grand nombre de chiites font partie des troupes régulières libanaises, ce qui complique une confrontation directe inévitable entre l'armée et la milice. Surtout, il se heurte au veto *de facto* de Nabih Berri, leader du mouvement chiite Amal – allié politique majeur et porte-parole, dans la pratique, du Hezbollah dans les négociations – qui refuse pour l'instant de donner le feu vert politique au désarmement, de crainte d'affaiblir toute cette communauté religieuse.

Entretemps, Washington a suspendu sa coordination avec l'armée libanaise afin de faire pression et de forcer la destitution de Haykal, ce à quoi Aoun s'est refusé. Les négociations directes à Washington – 29 mai et 2-3 juin – avancent sur le papier vers des « zones pilote » contrôlées par l'armée libanaise et vers l'application, 20 ans après, de la résolution 1701 des Nations unies. Sur le terrain, la situation est tout autre : le mandat des casques bleus arrive à sa fin sans que personne ne sache ce qui va le remplacer, et la mission a elle-même reconnu en privé qu'elle manque de moyens et de mandat pour empêcher le réarmement du Hezbollah au sud du Litani.

Le calcul effectué par Nétanyahou – une opération de sécurité rapide et maîtrisée dans le sud libanais – est devenu le principal obstacle auquel se heurte son propre allié pour mettre fin à la guerre avec l'Iran

Le calcul effectué il y a des mois par Nétanyahou – prévoyant une opération de sécurité rapide et maîtrisée dans le sud libanais – est devenu le principal obstacle auquel se heurte son propre allié pour mettre fin à la guerre avec l'Iran. Le Hezbollah l'a couché par écrit : il n'y aura pas d'accord nucléaire entre Téhéran et Washington si Israël ne se retire pas du Liban. Avec cette condition posée sur la table, le front qui devait être secondaire se met à marquer le rythme de toute la négociation régionale.

Le mémorandum que les États-Unis et l'Iran ont signé à la mi-juin à Genève cherche à garantir la réouverture du détroit d'Ormuz et ouvre 60 jours de négociations sur le programme nucléaire iranien. Mais il n'inclut pas, du moins dans les versions filtrées, la moindre obligation de retrait israélien. Israël le sait et agit en conséquence. Nétanyahou répète en boucle que la guerre « n'est pas terminée » et Katz, encore plus explicite, promet que les troupes resteront dans le sud « sans limitation de temps ». Derrière cette fermeté se tient un calendrier précis. Les premières élections depuis le 7-O sont prévues pour septembre ou octobre et Nétanyahou a besoin de rester au pouvoir pour empêcher son procès pour corruption. Céder du terrain au Liban serait faire un cadeau à une opposition qui a l'avantage sur lui dans les sondages.

Pareille rigidité a cependant un coût vis-à-vis de Washington. Trump a critiqué en public les bombardements sur Beyrouth. Il a écrit sur son réseau social Truth Social qu'« il ne doit plus y avoir d'attaques israéliennes nulle part au Liban ». Entretemps, il avance dans son pacte avec l'Iran et il a suggéré que ce soit la nouvelle Syrie d'Ahmed Al Shara, et non pas Israël, qui s'occupe du Hezbollah. D'après Axios, il aurait dit en privé que « Nétanyahou n'avait pas de jugeotte ». L'opposition israélienne, conduite par Yair Lapid, a résumé le bilan d'une phrase sentencieuse : « Israël a gagné la bataille ; Nétanyahou a perdu la guerre ». Ni le Hamas a été détruit à Gaza, ni le régime iranien n'est tombé, ni le Hezbollah a disparu du sud du Liban. Nétanyahou aborde les élections avec une invasion enkystée et sans aucune des victoires politiques promises après le 7-O.

Dix-huit ans d'occupation du sud libanais de 1982 à 2000 n'ont pas appris à Israël la leçon que le terrain lui répète obstinément. Aujourd'hui, avec un Liban épuisé par deux ans de guerre ininterrompue et un gouvernement prêt à négocier son propre désarmement, Israël reste disposé à immoler le peu de stabilité qu'il reste au pays des cèdres en échange d'une victoire à la Pyrrhus./